

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Pénal, article R 610.5,

Vu le Code de la Route,

Considérant que lors de travaux d'aménagement de voirie, il convient afin d'assurer la bonne exécution du chantier et la sécurité des usagers, de réglementer la circulation et le stationnement rue Henri Lamarque,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

En raison de travaux d'aménagement de voirie, rue Henri Lamarque, dans sa portion comprise entre le boulevard Charles DE GAULLE et la rue du Souvenir, effectués par l'entreprise LAFFITTE, la circulation sera interdite à tous véhicules sauf riverains, véhicules des médecins, infirmiers, ambulances, véhicules de police ou des services de secours et de lutte contre l'incendie, véhicules des services techniques, à partir du 21 juillet 2023 jusqu'à la fin des travaux.

Les riverains, véhicules des médecins, infirmiers, ambulances, véhicules de police ou des services de secours et de lutte contre l'incendie, véhicules des services techniques seront autorisés à emprunter le contre sens pour sortir des propriétés et devront s'assurer qu'ils peuvent le faire sans danger.

ARTICLE 2^{ème} :

L'arrêt et le stationnement sont interdits et considérés comme gênants au droit des travaux, le non-respect de ces dispositions entraînera la mise en fourrière des véhicules en infraction, à partir du 21 juillet 2023 jusqu'à la fin des travaux.

ARTICLE 3^{ème} :

La vitesse de circulation sera réduite à 30 km/h et le dépassement interdit aux abords et au niveau des travaux.

ARTICLE 4^{ème} :

Ces dispositions seront portées à la connaissance du public au moyen d'une signalisation réglementaire mise en place par la société chargée des travaux.

ARTICLE 5^{ème} :

Madame le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Chef de la Police Municipale, Monsieur le Chef de la Police Intercommunale et les agents placés sous leurs ordres sont, chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté peut être contesté :

- par un recours gracieux auprès du Maire de LONS dans un délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet,
- par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Pau, soit par envoi sur papier de la requête ou le dépôt sur place au Tribunal (Villa Noulibos - 50, Cours Lyautey 64010 Pau CEDEX), soit par le site : www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours par l'administration;
- par la saisine du Préfet des Pyrénées-Atlantiques en application de l'article L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6^{ème} :

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- S.D.I.S, pour information,
- Collecte des ordures ménagères, pour information,
- La STAP, pour information.
- Entreprise LAFFITTE, pour notification,
- Services Techniques Municipaux,
- Monsieur le Chef de la Police Intercommunale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale.

FAIT A LONS le 13 juillet 2023

Le Maire de LONS

Nicolas PATRIARCHE

